

Les prestations familiales

Statistiques 1999



LES PRESTATIONS FAMILIALES

Statistiques 1999

Publication interne

Régie des rentes du Québec
**Direction de l'évaluation
et de la révision**

LES PRESTATIONS FAMILIALES – STATISTIQUES 1999

Novembre 2000

Direction de la publication

Paul Robitaille

Rédaction et traitement informatique

Chantale Thibault

Coordination

Nathalie Madore

Ont collaboré à la réalisation de cette publication :

Danièle Boivin au montage des tableaux et à la
coordination technique ainsi que
Hélène Hurtubise à la révision.

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Internet de la Régie : <http://www.rrq.gouv.qc.ca>.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser à :

Direction de l'évaluation et de la révision
Régie des rentes du Québec
Case postale 5200
Québec G1K 7S9

Téléphone : (418) 657-8732, poste 3936

ISBN : 2-550-36834-7

ISSN : 1488-5999

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2000

AVANT-PROPOS

La Régie des rentes du Québec vous présente sa publication annuelle *Les prestations familiales – Statistiques 1999*.

Cette publication, réalisée par la Direction de l'évaluation et de la révision, trace un portrait de la situation des familles bénéficiaires de l'allocation familiale du Québec et de leurs enfants. Ce portrait découle des données statistiques relatives à la *Loi sur les prestations familiales*.

Ce document est divisé en cinq sections. La première traite brièvement de l'historique et de l'administration des allocations familiales. La deuxième présente une vue d'ensemble des types d'allocations administrées par la Régie. La troisième, quant à elle, porte sur l'allocation familiale proprement dite alors que la quatrième traite de l'allocation pour enfant handicapé. Enfin, la cinquième section présente un bref aperçu statistique de l'allocation à la naissance.

Chacune des sections de ce document comprend un texte sur les conditions d'attribution de l'allocation et son mode de versement. Certains tableaux sont accompagnés d'une brève analyse qui fait ressortir les éléments ayant un intérêt particulier.

Les prestations familiales – Statistiques 1999 offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé pour mieux connaître les caractéristiques des familles et des enfants bénéficiaires de l'allocation familiale du Québec.

Le chef du Service de l'évaluation,

Paul Robitaille

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Principales définitions..... | 1 |
| Légende des tableaux | 1 |
| Les prestations familiales – Dispositions générales..... | 3 |
| Les prestations familiales – Portrait global..... | 9 |
| L'allocation familiale..... | 15 |
| L'allocation pour enfant handicapé..... | 21 |
| L'allocation à la naissance | 29 |

LISTE DES TABLEAUX

LES PRESTATIONS FAMILIALES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

| | |
|---|---|
| 1. Allocation familiale payable en décembre 1999 | 7 |
| 2. Montant annuel d'allocation familiale selon le revenu familial, le statut familial et le nombre d'enfants – août 1999 à juillet 2000 | 7 |

LES PRESTATIONS FAMILIALES – PORTRAIT GLOBAL

| | |
|--|----|
| 3. Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires, par type d'allocation, de 1974 à 1999..... | 10 |
| 4. Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires, par type d'allocation, selon la région – 31 décembre 1999..... | 11 |
| 5. Sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 1999..... | 12 |
| 6. Sommes versées, par type d'allocation, selon la région – 1999 | 13 |

L'ALLOCATION FAMILIALE

| | |
|---|----|
| 7. Nombre de familles bénéficiaires, nombre d'enfants et sommes versées, de 1974 à 1999 .. | 16 |
| 8. Répartition des enfants, selon l'âge et la région, 31 décembre 1999..... | 17 |
| 9. Répartition des familles bénéficiaires selon le nombre d'enfants et la région – 31 décembre 1999 | 18 |
| 10. Sommes versées selon le statut familial et le nombre d'enfants dans la famille – 1999..... | 19 |
| 11. Répartition des familles bénéficiaires et sommes versées selon le statut familial et la tranche de revenu – 1999..... | 20 |
| 12. Sommes versées selon la région et le statut familial – 1999..... | 20 |

L'ALLOCATION POUR ENFANT HANDICAPÉ

| | |
|--|----|
| 13. Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants handicapés, et sommes versées, de 1980 à 1999..... | 22 |
| 14. Répartition des enfants handicapés, selon le sexe et la nature de la déficience, de 1980 à 1999..... | 23 |
| 15. Répartition des enfants handicapés, selon l'âge et la nature de la déficience – 31 décembre 1999 | 25 |
| 16. Répartition des enfants handicapés, selon l'âge et la nature de la déficience – données révisées du 31 décembre 1998 | 25 |
| 17. Répartition des enfants handicapés, selon la nature de la déficience et la région – 31 décembre 1999 | 26 |
| 18. Répartition des enfants handicapés, selon la nature de la déficience et la région – données révisées du 31 décembre 1998 | 26 |
| 19. Répartition des familles ayant au moins un enfant handicapé, selon la région et le nombre d'enfants handicapés – 31 décembre 1999..... | 27 |
| 20. Répartition des familles ayant au moins un enfant handicapé, selon la région et le nombre d'enfants de moins de dix-huit ans dans la famille – 31 décembre 1999..... | 27 |
| 21. Sommes versées pour l'allocation pour enfant handicapé, selon la région et le nombre d'enfants de moins de dix-huit ans dans la famille – 1999 | 28 |

L'ALLOCATION À LA NAISSANCE

| | |
|---|----|
| 22. Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de l'allocation à la naissance et sommes versées de 1988 à 1999 | 30 |
|---|----|

PRINCIPALES DÉFINITIONS

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Les prestations familiales sont versées à la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant et qui vit habituellement avec lui. Ce droit n'est reconnu qu'à une seule personne pour un même enfant. Les prestations sont versées en priorité à la mère de l'enfant.

Bénéficiaire de l'allocation à la naissance

Bénéficiaire de l'allocation familiale ayant reçu au cours de l'année au moins un paiement d'allocation à la naissance.

Dépôt direct

Mode de paiement selon lequel, sur demande du bénéficiaire, les allocations sont déposées mensuellement dans un compte d'un établissement financier (banque, caisse Desjardins, etc.) ayant conclu une entente avec la Régie des rentes.

Enfant

Personne qui est âgée de moins de dix-huit ans, qui n'est pas mariée et qui a sa résidence principale au Québec.

Enfant bénéficiaire de l'allocation à la naissance

Enfant ayant donné droit à au moins un paiement d'allocation à la naissance au cours de l'année.

Enfant handicapé

Enfant qui a donné droit à un versement d'allocation familiale pour un mois donné et qui est atteint d'une déficience visuelle, auditive, motrice ou mentale, ou d'une maladie chronique.

Famille

Une famille est formée des conjoints (ou d'un adulte) et des enfants vivant habituellement avec eux et dont ils assument principalement la charge des soins et de l'éducation. Une famille bénéficiaire est celle qui compte au moins un enfant pour lequel une allocation a été versée pour un mois donné.

Nombre d'enfants

Nombre d'enfants dans une famille pour qui une allocation est versée.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions, les dix-sept régions administratives du Québec. La catégorie « autres » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Pour une famille monoparentale, le revenu familial est celui que le ministère du Revenu du Québec indique sur l'avis de cotisation du parent. Pour une famille biparentale, c'est la somme du revenu indiqué sur l'avis de cotisation des deux conjoints.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs et des allocations annulées, mais non des recouvrements.

Statut familial

Une famille est monoparentale si un seul des parents prend soin de l'enfant et vit avec lui, et biparentale si les deux parents vivent avec l'enfant.

LÉGENDE DES TABLEAUX

n.d. : Données non disponibles

– : Zéro ou néant

s.o. : Sans objet

La présente publication n'a pas force de loi. En cas de conflit d'interprétation, il faut s'en remettre aux dispositions de la *Loi sur les prestations familiales* et à celles des règlements adoptés sous son autorité.

Dans cette publication, la forme masculine désigne aussi bien les femmes que les hommes.

LES PRESTATIONS FAMILIALES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

HISTORIQUE

1961

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Le gouvernement accorde alors une allocation de 10,00 \$ par mois pour les adolescents de seize ou de dix-sept ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation. L'allocation scolaire vient compléter le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de seize ans qui fréquente l'école.

1967

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de seize ans qui fréquente l'école. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, de manière à aider les familles nombreuses. Les prestations, versées tous les six mois, varient de 15,00 \$ pour un enfant à 142,50 \$ pour six enfants. Chaque enfant additionnel donne droit à une majoration de 35,00 \$. Une allocation supplémentaire de 5,00 \$ est versée pour chaque enfant âgé de douze à quinze ans.

1974

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et les allocations familiales de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de dix-huit ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une

disposition de la *Loi sur la refonte des lois et règlements* entraîne la modification de l'appellation du Régime des allocations familiales qui devient la *Loi sur les allocations familiales*.

1980

La loi prévoit l'augmentation, à partir du 1^{er} janvier 1980, de l'allocation familiale québécoise dans le cas d'un enfant handicapé ; cette allocation supplémentaire est fixée à 60 \$. Les dispositions de la loi permettent également au gouvernement de définir par règlement l'expression « enfant handicapé ». Cette allocation supplémentaire est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale, garde l'enfant à domicile et pourvoit à son entretien.

1988

À compter du 1^{er} mai 1988, une somme forfaitaire de 500 \$ est versée à la naissance du premier ou du deuxième enfant d'une famille qui a droit à l'allocation familiale mensuelle. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de deux ans. Pour les enfants de troisième rang ou de rang suivant, une allocation trimestrielle de 375 \$ est versée jusqu'à l'âge de deux ans, pour un maximum de 3 000 \$.

1989

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de six ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des autres enfants de moins de six ans. En 1988, dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes

auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de six ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des autres enfants de ce groupe d'âge.

En vertu de l'allocation pour jeune enfant, une famille a droit à une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de dix-huit ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de six ans. Les sommes sont versées sous forme d'un supplément à l'allocation familiale mensuelle. L'enfant de premier rang reçoit 8,34 \$ par mois (100 \$ par année) ; l'enfant de deuxième rang a droit à une allocation mensuelle de 16,67 \$ (200 \$ par année) et chaque enfant additionnel de moins de six ans reçoit 41,67 \$ par mois (500 \$ par année).

En 1989 également, le titre de la *Loi sur les allocations familiales* devient *Loi sur les allocations d'aide aux familles* pour ainsi inclure les quatre catégories d'aide offerte.

1997

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est modifiée pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Cette fois, plusieurs changements sont apportés à la loi. D'abord, l'allocation pour jeune enfant est abolie. L'allocation à la naissance est maintenue pour tous les enfants nés avant le 1^{er} octobre 1997. Aucune allocation de ce type ne sera versée pour les enfants nés après cette date. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en parallèle avec la nouvelle allocation familiale.

C'est au niveau de l'allocation familiale que les modifications sont les plus importantes. Certaines conditions d'admissibilité demeurent néanmoins valides : le bénéficiaire et l'enfant doivent être réputés avoir leur résidence au Québec, et l'enfant doit être célibataire et avoir moins de dix-huit ans. Les changements touchent davantage le calcul du montant de l'allocation. Le montant de la nouvelle allocation est déterminé en fonction du statut familial et du revenu familial net de l'année précédente.

Au fur et à mesure du traitement des déclarations de revenus, le ministère du Revenu du Québec transmet à la Régie les renseignements nécessaires au calcul de l'allocation. Le montant d'allocation est établi pour une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet. Un avis est

envoyé en juin aux bénéficiaires pour les informer de ce montant.

L'allocation maximale est de 975 \$ par année pour un premier enfant, 975 \$ pour un deuxième enfant et 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. De plus, les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, 174 \$ pour un deuxième enfant et 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Le seuil de revenu familial à partir duquel l'allocation maximale est réduite est de 21 825 \$ pour une famille biparentale et de 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale se définissent comme suit :

- la réduction est de 50 % entre le seuil de revenu précédent (15 332 \$) et un revenu de 20 921 \$¹;
- la réduction est de 30 % entre un revenu de 20 921 \$ et un revenu de 25 921 \$²;
- la réduction est de 50 % entre un revenu de 25 921 \$ et le revenu réel (inférieur à 50 000 \$).

Ces taux de réduction sont effectifs jusqu'au moment où l'allocation devient minimale. À partir d'un revenu familial de 50 000 \$, l'allocation minimale est réduite à un taux de 5 % pour éventuellement devenir nulle.

PRINCIPALES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

L'allocation familiale avant 1997

Le 1^{er} mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

L'allocation familiale depuis 1997

Avec les modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de dix-huit ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants. En effet, l'allocation familiale versée par le

¹ Pour les familles biparentales, le seuil étant fixé à 21 825 \$, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.

² Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants et plus.

gouvernement du Québec et la prestation fiscale canadienne pour enfants versée par le gouvernement fédéral sont complémentaires.

En juillet 1998, les montants minimal et maximal de l'allocation pour les enfants de troisième rang et d'un rang suivant sont augmentés. Ils passent de 398 \$ à 975 \$ afin d'améliorer l'aide apportée aux familles nombreuses.

Depuis 1999, le début de la période de paiement est déplacé du 1^{er} juillet au 1^{er} août et ce afin de permettre à la Régie d'obtenir le plus d'informations fiscales possible avant de commencer les paiements d'une année.

En août 1999, à la suite de l'augmentation de la prestation fiscale canadienne pour enfant, le montant maximal de l'allocation familiale a été diminué de 975 \$ à 795 \$, quel que soit le rang de l'enfant. Au même moment, les taux de réduction ont aussi été modifiés. Pour un revenu excédant 15 332 \$ mais ne dépassant pas 20 921 \$ (famille monoparentale), le taux est de 35 %; pour tout revenu supérieur à 20 921 \$ (famille monoparentale) ou à 21 825 \$ (famille biparentale) mais inférieur à 50 000 \$, le taux est de 25 %. Le revenu excédant 50 000 \$ est toutefois encore réduit de 5 %.

L'allocation pour enfant handicapé

En janvier 1982, une modification aux règlements introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme, par exemple, et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, l'asthme modéré ou l'insuffisance rénale. Les règlements modifient par la même occasion la définition du handicap auditif.

Depuis mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut, au même titre que les autres allocations d'aide aux familles, être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à onze mois avant la date de la demande.

L'allocation à la naissance

Le 1^{er} mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour l'enfant de deuxième rang, le jour de son premier anniversaire ou du premier anniversaire de son adoption s'il a été adopté avant l'âge de deux ans. À cette date également, l'allocation à la naissance pour l'enfant de troisième rang ou d'un rang suivant est portée à 4 500 \$, payable en douze versements trimestriels, soit jusqu'à ce

que l'enfant atteigne l'âge de trois ans. Cette allocation est prolongée jusqu'à l'âge de quatre ans en 1990 et de cinq ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation maximale est portée à 8 000 \$ payable en vingt versements de 400 \$, soit jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de cinq ans. Au même moment, un assouplissement est apporté aux conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas d'adoption. Tous les parents qui adoptent un enfant de premier ou de deuxième rang peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de cinq ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution pour les enfants de deuxième rang ou d'un rang suivant. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même dans une période de deux mois précédant la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel) la famille conserve son droit à l'allocation pour ce versement.

À la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale en 1997, l'allocation à la naissance est maintenue seulement pour les enfants nés avant le 1^{er} octobre 1997. Une telle allocation ne peut être versée pour les enfants nés après cette date.

ADMINISTRATION

La ministre de la Famille et de l'Enfance est chargée de l'application de la *Loi sur les prestations familiales* ; la Régie des rentes du Québec a la responsabilité de l'administrer. La Régie doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente ; la ministre doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir une allocation en vertu de la *Loi sur les prestations familiales* doit en faire la demande à la Régie des rentes du Québec suivant les modalités prévues aux règlements. En pratique, la Régie considère qu'une demande de prestation fiscale au gouvernement fédéral équivaut à une demande d'allocation familiale du Québec. L'Agence des douanes et du revenu du Canada fournit les renseignements nécessaires au paiement de l'allocation familiale et de l'allocation à la naissance, si l'enfant est réputé avoir sa résidence au Québec.

En ce qui concerne l'allocation pour enfant handicapé, qui est exclusive au Québec et dont les conditions d'attribution sont différentes, une demande doit être

adressée directement à la Régie. On peut se procurer la formule prévue à cette fin dans les bureaux de la Régie ou dans divers établissements de santé du Québec.

Toute personne qui se croit lésée parce qu'une allocation ne lui a pas été accordée peut demander à la Régie des rentes de réviser sa décision. La Régie doit vérifier les faits et circonstances et l'informer par écrit de la nouvelle décision. Si la personne n'est pas satisfaite, elle peut en appeler devant le Tribunal administratif du Québec.

FINANCEMENT

Les sommes requises pour payer les allocations d'aide aux familles proviennent du fonds du revenu consolidé du gouvernement du Québec.

IMPOSITION DES ALLOCATIONS D'AIDE AUX FAMILLES

Actuellement, aucune des allocations d'aide aux familles n'est imposable, tant au provincial qu'au fédéral, car l'allocation est considérée comme un crédit d'impôt versé par anticipation.

En fait, les allocations d'aide aux familles n'ont jamais été prises en compte dans le calcul du revenu imposable au Québec. Cependant, à compter de l'année d'imposition 1986, le contribuable qui réclame la nouvelle exemption pour enfant doit, selon la loi fiscale, ajouter à son impôt à payer le montant des allocations familiales qu'il a reçues pour cet enfant. Les personnes à faible revenu et dont l'impôt à payer est nul avant l'utilisation de l'exemption n'ont pas à rembourser ces sommes. Dans le souci de laisser aux familles nombreuses les allocations familiales qui leur sont versées, le gouvernement abolit, dès novembre 1986, la récupération fiscale des allocations familiales versées par le Québec à compter du quatrième enfant. En 1987, la récupération des allocations familiales du troisième enfant est abolie et toute récupération des allocations familiales du Québec cesse en 1988.

Selon le régime d'imposition fédéral, le contribuable qui réclame une déduction pour un enfant doit inclure dans son revenu toute somme reçue sous forme d'allocation familiale pour cet enfant. C'est en vertu de ce principe que les allocations familiales du Québec versées pour les enfants de seize ou de dix-sept ans étaient imposables, car il y avait alors une exemption fiscale provinciale pour ces enfants. En introduisant, au niveau provincial, une exemption pour les enfants de moins de seize ans, le

gouvernement rend toutes les allocations familiales du Québec imposables au niveau fédéral. En 1986, en transformant l'allocation qui était considérée comme un revenu en un crédit d'impôt versé mensuellement par anticipation, le gouvernement soustrait les allocations d'aide aux familles de l'impôt fédéral.

TABLEAU 1**ALLOCATION FAMILIALE PAYABLE EN DÉCEMBRE 1999**

| | Allocation maximale ¹ | Allocation minimale ² |
|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 1 ^{er} enfant | 795 \$ | 131 \$ |
| 2 ^e enfant | 795 \$ | 174 \$ |
| 3 ^e enfant et suivants | 795 \$ | 975 \$ |
| Allocation pour famille monoparentale | 1 300 \$ | |

1. L'allocation maximale est réduite à partir d'un revenu familial de 15 332 \$ pour la famille monoparentale et de 21 825 \$ pour la famille biparentale.

2. L'allocation minimale est réduite à partir d'un revenu familial de 50 000 \$ pour toutes les familles.

TABLEAU 2

**MONTANT ANNUEL D'ALLOCATION FAMILIALE SELON LE REVENU FAMILIAL,
LE STATUT FAMILIAL ET LE NOMBRE D'ENFANTS – AOÛT 1999 À JUILLET 2000**

| Revenu familial | Statut familial | | | | | | | |
|-----------------|-----------------------|-----------|-----------|-----------|---------------------|-----------|-----------|-----------|
| | Famille monoparentale | | | | Famille biparentale | | | |
| | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants |
| Aucun revenu | 2 095 | 2 890 | 3 685 | 4 480 | 795 | 1 590 | 2 385 | 3 180 |
| 5 000 \$ | 2 095 | 2 890 | 3 685 | 4 480 | 795 | 1 590 | 2 385 | 3 180 |
| 10 000 \$ | 2 095 | 2 890 | 3 685 | 4 480 | 795 | 1 590 | 2 385 | 3 180 |
| 15 000 \$ | 2 095 | 2 890 | 3 685 | 4 480 | 795 | 1 590 | 2 385 | 3 180 |
| 20 000 \$ | 461 | 1 256 | 2 051 | 2 846 | 795 | 1 590 | 2 385 | 3 180 |
| 25 000 \$ | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 | 131 | 796 | 1 591 | 2 386 |
| 30 000 \$ | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 |
| 35 000 \$ | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 |
| 40 000 \$ | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 |
| 45 000 \$ | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 |
| 50 000 \$ | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 | 131 | 305 | 1 280 | 2 255 |
| 55 000 \$ | 0 | 55 | 1 030 | 2 005 | 0 | 55 | 1 030 | 2 005 |
| 60 000 \$ | 0 | 0 | 780 | 1 755 | 0 | 0 | 780 | 1 755 |

LES PRESTATIONS FAMILIALES

PORTRAIT GLOBAL

PRODUCTION DES STATISTIQUES

Allocation familiale et allocation à la naissance

Les statistiques sur les prestations familiales proviennent des fichiers administratifs de la Régie des rentes, constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au gouvernement fédéral et des renseignements transmis par le ministère du Revenu du Québec.

En général, les enfants sont enregistrés dans les trois mois qui suivent la naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées en mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants qui ont droit à une allocation en décembre sont inscrits. Les enfants non encore enregistrés au fichier des prestations familiales sont soit des nouveau-nés pour lesquels les parents n'ont pas encore fait la demande, soit des enfants de ressortissants étrangers qui ne sont pas citoyens canadiens et n'ont pas le statut de résident permanent. Dans ce dernier cas, le versement des allocations est soumis à certains délais mais il est rétroactif ; le paiement se fait une fois par année après vérification de certaines conditions d'attribution (ex. : un ressortissant étranger doit avoir un revenu soumis à l'impôt fédéral et provincial). La vérification ne pouvant être faite avant le mois de mai, les enfants ne sont pas inscrits lors de la production des statistiques officielles.

Cependant, comme les statistiques sont révisées pour les quatre années antérieures, il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Cela explique les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures.

Allocation pour enfant handicapé

Contrairement aux fichiers décrits précédemment, le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à partir des renseignements recueillis par la Régie des rentes. Sa mise à jour est faite à partir de l'information obtenue directement des parents (ex. : changement concernant le handicap de l'enfant) ou des renseignements fournis par le gouvernement fédéral (ex. : perte du droit à l'allocation familiale).

Depuis 1989, la Régie peut payer rétroactivement une allocation pour une période pouvant remonter jusqu'à onze mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour les autres types d'allocation, mais la proportion d'enfants inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande chez les enfants handicapés. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande d'allocation ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente. Puisqu'il n'est pas possible d'établir clairement si la limite du mois de mars est préférable ou non à une autre, il a été décidé, en ce qui concerne l'enfant handicapé, de publier les statistiques de décembre de l'année étudiée.

Au cours des ans, la proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année est passée de 15 à 10 %. Il est toutefois essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Tout comme pour les autres allocations, cette révision se fait sur quatre ans. Afin d'assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques énoncées dans les tableaux historiques pour l'année étudiée sont des projections.

TABLEAU 3

**NOMBRE DE FAMILLES ET D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES,
PAR TYPE D'ALLOCATION, DE 1974 À 1999**

| Année | Allocation familiale | | Allocation pour jeune enfant | | Allocation à la naissance ⁽¹⁾ | | Allocation pour enfant handicapé | |
|-------|------------------------|--------------------------|------------------------------|---------------------|--|------------------------|----------------------------------|-----------------------|
| | Nombre de familles | Nombre d'enfants | Nombre de familles | Nombre d'enfants | Nombre de familles | Nombre d'enfants | Nombre de familles | Nombre d'enfants |
| 1974 | 922 459 | 1 985 309 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| 1975 | 942 155 | 1 972 520 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| 1976 | 955 683 | 1 937 200 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| 1977 | 958 269 | 1 885 747 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| 1978 | 959 894 | 1 839 932 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| 1979 | 961 376 | 1 800 895 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| 1980 | 961 545 | 1 765 643 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 4 817 ⁽²⁾ | 4 966 |
| 1981 | 958 913 | 1 732 854 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 5 723 | 5 910 |
| 1982 | 953 149 | 1 697 645 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 9 302 | 9 625 |
| 1983 | 943 799 | 1 665 811 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 10 655 | 11 025 |
| 1984 | 937 897 | 1 645 424 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 12 097 | 12 516 |
| 1985 | 936 000 | 1 633 761 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 13 724 | 14 208 |
| 1986 | 935 821 | 1 625 412 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 14 974 | 15 548 |
| 1987 | 934 894 | 1 616 961 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 16 284 | 16 924 |
| 1988 | 938 908 | 1 619 106 | s.o. | s.o. | 74 350 ⁽³⁾ | 76 384 ⁽³⁾ | 20 168 | 21 064 |
| 1989 | 943 045 | 1 624 738 | 396 747 | 520 655 | 136 329 | 141 473 | 22 426 | 23 516 |
| 1990 | 953 189 | 1 642 208 | 401 048 | 530 413 | 166 563 | 175 933 | 25 619 | 27 057 |
| 1991 | 962 400 | 1 657 643 | 406 379 | 541 988 | 181 045 | 194 165 | 28 954 | 30 797 |
| 1992 | 968 532 | 1 668 391 | 411 353 | 553 420 | 185 112 | 199 801 | 31 329 | 33 489 |
| 1993 | 969 445 | 1 670 895 | 415 510 | 562 097 | 185 172 | 200 566 | 30 968 | 33 017 |
| 1994 | 967 858 | 1 670 011 | 417 348 | 565 439 | 184 520 | 200 490 | 27 568 | 28 994 |
| 1995 | 963 361 | 1 664 019 | 415 118 | 561 238 | 182 534 | 198 771 | 24 822 | 25 996 |
| 1996 | 953 791 | 1 650 338 | 405 864 | 546 111 | 177 556 | 193 573 | 23 478 | 24 537 |
| 1997 | 679 413 ⁽⁴⁾ | 1 199 474 ⁽⁴⁾ | s.o. ⁽⁵⁾ | s.o. ⁽⁵⁾ | 162 218 ⁽⁶⁾ | 177 184 ⁽⁶⁾ | 22 930 | 23 958 |
| 1998 | 659 202 | 1 177 409 | s.o. | s.o. | 89 545 | 98 739 | 22 888 | 23 987 |
| 1999 | 620 399 | 1 110 748 | s.o. | s.o. | 52 040 | 57 210 | 23 077 ⁽⁷⁾ | 24 177 ⁽⁷⁾ |

1. Un enfant est considéré comme bénéficiaire de l'allocation à la naissance s'il a donné droit, au cours de l'année, à au moins un paiement au titre de cette allocation.

2. Estimation.

3. Mesure instaurée en mai 1988.

4. Entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale.

5. Le programme a pris fin le 31 août 1997.

6. Le programme a pris fin le 30 septembre 1997. Les enfants déjà inscrits au programme conservent leurs droits.

7. Données projetées.

Le nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de l'allocation familiale a diminué pour une deuxième année consécutive depuis l'instauration de la nouvelle allocation familiale (en 1997). La baisse observée en 1999 résulte de l'effet combiné de la diminution du montant maximal de l'allocation (passé de 975 \$ à 795 \$) et de la baisse générale du nombre d'enfants au Québec. Pour ce qui est de l'allocation à la naissance, la diminution escomptée des bénéficiaires se poursuit. Il est à noter que l'allocation à la naissance est maintenue seulement pour les enfants nés avant le 1^{er} octobre 1997.

TABLEAU 4

**NOMBRE DE FAMILLES ET D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES,
PAR TYPE D'ALLOCATION, SELON LA RÉGION – 31 DÉCEMBRE 1999**

| Région | Allocation familiale | | Allocation à la naissance | | Allocation pour enfant handicapé ⁽¹⁾ | |
|---------------------------------|----------------------|------------------|---------------------------|------------------|---|------------------|
| | Nombre de familles | Nombre d'enfants | Nombre de familles | Nombre d'enfants | Nombre de familles | Nombre d'enfants |
| Bas-St-Laurent | 19 099 | 33 843 | 1 296 | 1 395 | 597 | 614 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 26 058 | 46 316 | 2 017 | 2 185 | 1 019 | 1 059 |
| Québec | 48 951 | 82 774 | 3 255 | 3 513 | 1 699 | 1 774 |
| Mauricie | 22 782 | 39 255 | 1 467 | 1 621 | 711 | 744 |
| Estrie | 25 900 | 48 290 | 2 355 | 2 640 | 872 | 913 |
| Montréal | 139 897 | 245 662 | 12 011 | 13 340 | 4 515 | 4 742 |
| Outaouais | 28 208 | 49 507 | 2 216 | 2 430 | 922 | 955 |
| Abitibi-Témiscamingue | 14 172 | 26 166 | 1 295 | 1 439 | 502 | 534 |
| Côte-Nord | 9 132 | 15 932 | 746 | 811 | 333 | 342 |
| Nord-du-Québec | 4 595 | 10 406 | 835 | 975 | 128 | 134 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 8 791 | 14 504 | 570 | 617 | 332 | 340 |
| Chaudière-Appalaches | 36 050 | 66 968 | 2 851 | 3 119 | 1 220 | 1 303 |
| Laval | 26 743 | 48 242 | 2 443 | 2 635 | 988 | 1 044 |
| Lanaudière | 37 105 | 68 178 | 3 187 | 3 515 | 1 396 | 1 474 |
| Laurentides | 42 318 | 76 559 | 3 599 | 3 994 | 1 406 | 1 477 |
| Montérégie | 108 477 | 197 230 | 9 840 | 10 719 | 3 934 | 4 108 |
| Centre-du-Québec | 21 600 | 39 887 | 1 734 | 1 906 | 664 | 694 |
| Autres | 521 | 1 029 | 323 | 356 | - | - |
| TOTAL | 620 399 | 1 110 748 | 52 040 | 57 210 | 21 238 | 22 251 |

1. Données réelles au 31 décembre 1999.

TABLEAU 5**SOMMES VERSÉES, PAR TYPE D'ALLOCATION, DE 1974 À 1999****(en milliers de dollars)**

| Année | Allocation familiale | Allocation pour jeune enfant | Allocation à la naissance | Allocation pour enfant handicapé | TOTAL |
|---------------------|-----------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|---|------------------|
| 1974 | 92 292,4 | s.o. | s.o. | s.o. | 92 292,4 |
| 1975 | 100 990,9 | s.o. | s.o. | s.o. | 100 990,9 |
| 1976 | 110 427,4 | s.o. | s.o. | s.o. | 110 427,4 |
| 1977 | 135 568,3 | s.o. | s.o. | s.o. | 135 568,3 |
| 1978 | 151 423,8 | s.o. | s.o. | s.o. | 151 423,8 |
| 1979 | 159 400,2 | s.o. | s.o. | s.o. | 159 400,2 |
| 1980 | 168 749,4 | s.o. | s.o. | 3 879,3 | 172 628,7 |
| 1981 | 180 510,1 | s.o. | s.o. | 5 621,6 | 186 131,7 |
| 1982 | 176 069,6 | s.o. | s.o. | 8 082,5 | 184 152,1 |
| 1983 | 181 717,9 | s.o. | s.o. | 10 841,4 | 192 559,3 |
| 1984 | 187 328,6 | s.o. | s.o. | 13 009,9 | 200 338,5 |
| 1985 | 185 107,1 | s.o. | s.o. | 14 537,9 | 199 645,0 |
| 1986 | 191 203,7 | s.o. | s.o. | 17 079,6 | 208 283,3 |
| 1987 | 197 653,7 | s.o. | s.o. | 19 057,1 | 216 710,8 |
| 1988 | 205 179,6 | s.o. | 47 688,7 ⁽¹⁾ | 21 646,4 | 274 514,7 |
| 1989 | 213 726,6 | 106 067,5 | 100 454,8 | 27 068,2 | 447 317,1 |
| 1990 | 225 888,5 | 111 301,7 | 136 082,8 | 33 294,7 | 506 567,1 |
| 1991 | 239 768,0 | 118 165,5 | 162 946,8 | 38 614,1 | 559 494,4 |
| 1992 | 254 482,8 | 126 167,2 | 177 168,8 | 46 269,0 | 604 087,8 |
| 1993 | 258 537,5 | 132 437,7 | 182 326,1 | 49 625,5 | 622 926,8 |
| 1994 | 258 792,7 | 135 321,5 | 186 361,5 | 45 099,6 | 625 575,3 |
| 1995 | 258 031,7 | 136 191,3 | 184 107,4 | 38 509,8 | 616 840,2 |
| 1996 | 257 908,2 | 135 939,0 | 189 461,0 | 36 321,1 | 619 629,3 |
| 1997 ⁽²⁾ | 413 181,5 ⁽³⁾ | 93 322,3 ⁽⁴⁾ | 177 309,5 ⁽⁵⁾ | 35 001,6 | 718 814,9 |
| 1998 | 778 142,6 | s.o. | 119 618,3 | 34 272,2 | 932 033,1 |
| 1999 | 762 143,6 | s.o. | 80 139,3 | 35 248,5 | 877 531,4 |

1. Ces sommes ont été versées pour des enfants nés entre mai et décembre 1988 et pour des enfants de troisième rang ou de rang suivant, qui avaient moins de deux ans le 1^{er} mai 1988.

2. Entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale.

3. Ce montant inclut les sommes versées pour l'ancienne allocation (177 948,2 milliers de dollars versés entre janvier et août) et la nouvelle allocation (235 233,3 milliers de dollars versés entre septembre et décembre).

4. Le programme a pris fin le 31 août 1997.

5. Le programme a pris fin le 30 septembre 1997. Les enfants déjà inscrits au programme conservent leurs droits.

Les sommes versées sous forme d'allocation familiale ont légèrement diminué en 1999 par rapport à l'année précédente. Cette diminution s'explique par la baisse du nombre d'enfants bénéficiaires.

TABLEAU 6**SOMMES VERSÉES, PAR TYPE D'ALLOCATION, SELON LA RÉGION - 1999****(en milliers de dollars)**

| Région | Allocation familiale | Allocation à la naissance | Allocation pour enfant handicapé | TOTAL |
|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|---|------------------|
| Bas-St-Laurent | 20 591,4 | 1 965,7 | 969,6 | 23 526,7 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 28 502,0 | 3 051,1 | 1 669,8 | 33 222,9 |
| Québec | 51 275,1 | 4 986,4 | 2 776,8 | 59 038,2 |
| Mauricie | 27 890,2 | 2 273,9 | 1 138,3 | 31 302,4 |
| Estrie | 30 916,3 | 3 712,1 | 1 461,1 | 36 089,4 |
| Montréal | 205 751,1 | 19 196,4 | 7 603,3 | 232 550,8 |
| Outaouais | 35 371,4 | 3 326,3 | 1 523,2 | 40 220,9 |
| Abitibi-Témiscamingue | 17 239,8 | 2 010,0 | 859,8 | 20 109,6 |
| Côte-Nord | 13 053,1 | 1 159,5 | 539,5 | 14 752,0 |
| Nord-du-Québec | 9 157,2 | 1 402,4 | 198,4 | 10 757,9 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 11 109,6 | 798,9 | 544,0 | 12 452,6 |
| Chaudière-Appalaches | 36 635,0 | 4 404,2 | 2 087,0 | 43 126,2 |
| Laval | 30 331,1 | 3 650,1 | 1 633,5 | 35 614,7 |
| Lanaudière | 43 269,9 | 4 900,2 | 2 305,2 | 50 475,4 |
| Laurentides | 49 882,0 | 5 591,6 | 2 342,7 | 57 816,4 |
| Montérégie | 125 871,0 | 14 944,3 | 6 481,4 | 147 296,7 |
| Centre-du-Québec | 24 610,8 | 2 668,6 | 1 108,2 | 28 387,6 |
| Autres | 686,6 | 97,8 | 6,7 | 791,1 |
| TOTAL⁽¹⁾ | 762 143,6 | 80 139,3 | 35 248,5 | 877 531,4 |

1. L'addition des nombres ne correspond pas toujours au total à cause de leur arrondissement.

L'ALLOCATION FAMILIALE

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le bénéficiaire de l'allocation familiale et l'enfant qui y donne droit doivent tous deux avoir leur résidence principale au Québec. L'enfant doit aussi être âgé de moins de dix-huit ans et être célibataire.

L'allocation est versée à la mère si celle-ci assume principalement la charge des soins et de l'éducation de son enfant et vit habituellement avec lui. Si ce n'est pas le cas, l'allocation est versée au père de l'enfant ou à sa conjointe, s'il y consent. Si aucun des parents ne s'occupe de l'enfant, l'allocation est versée à la personne qui en assume la charge.

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

Le premier versement de l'allocation est payable pour le mois qui suit celui de la naissance de l'enfant. Le bénéficiaire a le choix de recevoir ses allocations par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. S'il choisit le dépôt direct, le versement sera fait le premier jour de chaque mois si l'allocation mensuelle est supérieure à 10 \$. Dans le cas contraire, l'allocation est cumulée et versée lorsque le montant total atteint ou dépasse 10 \$.

Les familles qui n'adhèrent pas au dépôt direct reçoivent leur allocation sous forme de chèque trimestriel ou mensuel. Si l'allocation est inférieure ou égale à l'allocation minimale, le versement sera trimestriel à moins que le bénéficiaire ait demandé à recevoir un chèque mensuel. Les familles ayant droit à une allocation supérieure à l'allocation minimale reçoivent un chèque mensuel.

Les paiements se terminent le mois où l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans, s'il a conservé son droit à l'allocation jusqu'à cette date. Pour avoir droit à une allocation pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question. Cependant, dans le cas où un enfant décède au cours du mois de sa naissance, l'allocation est payable pour ce mois.

TABLEAU 7

**NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES, NOMBRE D'ENFANTS
ET SOMMES VERSÉES (en milliers de dollars), DE 1974 À 1999**

| Année | Nombre de familles | Nombre d'enfants ⁽¹⁾ | | | Sommes versées | Allocation mensuelle ⁽²⁾ | | |
|---------------------|--------------------|---------------------------------|---------|-------------------|----------------|-------------------------------------|--------------------|-------|
| | | Garçons | Filles | Garçons et filles | | Nombre moyen d'enfants par famille | | |
| | | | | | | Moyenne par famille | Moyenne par enfant | |
| 1974 | 922 459 | 1 024 419 | 960 890 | 1 985 309 | 2,15 | 92 292,4 | 8,44 | 3,88 |
| 1975 | 942 155 | 1 017 820 | 954 700 | 1 972 520 | 2,09 | 100 990,9 | 9,03 | 4,25 |
| 1976 | 955 683 | 1 001 532 | 935 668 | 1 937 200 | 2,02 | 110 427,4 | 9,60 | 4,66 |
| 1977 | 958 269 | 974 931 | 910 816 | 1 885 747 | 1,96 | 135 568,3 | 11,73 | 5,87 |
| 1978 | 959 894 | 951 245 | 888 687 | 1 839 932 | 1,91 | 151 423,8 | 13,07 | 6,72 |
| 1979 | 961 376 | 931 063 | 869 832 | 1 800 895 | 1,87 | 159 400,2 | 13,78 | 7,27 |
| 1980 | 961 545 | 914 603 | 851 040 | 1 765 643 | 1,83 | 168 749,4 | 14,57 | 7,86 |
| 1981 | 958 913 | 897 618 | 835 236 | 1 732 854 | 1,80 | 180 510,1 | 15,60 | 8,57 |
| 1982 | 953 149 | 879 380 | 818 265 | 1 697 645 | 1,78 | 176 069,6 | 15,26 | 8,52 |
| 1983 | 943 799 | 862 890 | 802 921 | 1 665 811 | 1,77 | 181 717,9 | 15,93 | 8,99 |
| 1984 | 937 897 | 853 975 | 791 449 | 1 645 424 | 1,75 | 187 328,6 | 16,55 | 9,41 |
| 1985 | 936 000 | 848 949 | 784 812 | 1 633 761 | 1,74 | 185 107,1 | 16,40 | 9,39 |
| 1986 | 935 821 | 844 481 | 780 931 | 1 625 412 | 1,73 | 191 203,7 | 16,95 | 9,74 |
| 1987 | 934 894 | 840 374 | 776 587 | 1 616 961 | 1,72 | 197 653,7 | 17,53 | 10,12 |
| 1988 | 938 908 | 837 434 | 781 672 | 1 619 106 | 1,72 | 205 179,6 | 18,21 | 10,55 |
| 1989 | 943 045 | 839 971 | 784 767 | 1 624 738 | 1,72 | 213 726,6 | 18,97 | 11,01 |
| 1990 | 953 189 | 847 997 | 794 211 | 1 642 208 | 1,72 | 225 888,5 | 19,94 | 11,57 |
| 1991 | 962 400 | 853 901 | 803 742 | 1 657 643 | 1,72 | 239 768,0 | 20,90 | 12,13 |
| 1992 | 968 532 | 859 217 | 809 174 | 1 668 391 | 1,72 | 254 482,8 | 21,63 | 12,56 |
| 1993 | 969 445 | 860 352 | 810 543 | 1 670 895 | 1,72 | 258 537,5 | 22,24 | 12,90 |
| 1994 | 967 858 | 859 513 | 810 498 | 1 670 011 | 1,73 | 258 792,7 | 22,23 | 12,88 |
| 1995 | 963 361 | 855 685 | 808 334 | 1 664 019 | 1,73 | 258 031,7 | 22,50 | 13,02 |
| 1996 | 953 791 | 848 004 | 802 334 | 1 650 338 | 1,73 | 257 908,2 | 23,14 | 13,37 |
| 1997 ⁽³⁾ | 679 413 | 615 431 | 584 043 | 1 199 474 | 1,77 | 413 181,5 | 88,02 | 49,79 |
| 1998 | 659 202 | 603 658 | 573 751 | 1 177 409 | 1,79 | 778 142,6 | 104,29 | 58,30 |
| 1999 | 620 399 | 569 047 | 541 701 | 1 110 748 | 1,79 | 762 143,6 | 94,34 | 52,69 |

1. La répartition selon le sexe est une estimation pour les années 1988 à 1999.

2. L'allocation moyenne est calculée à partir des sommes versées en décembre de chaque année pour 1974 à 1991. Depuis 1992, avec l'instauration des versements trimestriels pour les paiements par chèque, l'allocation moyenne est calculée à partir de la moyenne des sommes versées, sans indexation, pour le trimestre débutant en décembre de l'année.

3. Entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale.

TABLEAU 8

**RÉPARTITION DES ENFANTS, SELON L'ÂGE ET LA RÉGION -
31 DÉCEMBRE 1999**

| Région | Moins de | | | | | | | | | |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 1 an | 1 an | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 5 ans | 6 ans | 7 ans | 8 ans | 9 ans |
| Bas-St-Laurent | 1 376 | 1 481 | 1 528 | 1 639 | 1 653 | 1 763 | 1 768 | 1 950 | 2 050 | 2 103 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 1 926 | 2 089 | 2 275 | 2 402 | 2 430 | 2 497 | 2 607 | 2 742 | 2 830 | 2 894 |
| Québec | 3 761 | 4 177 | 4 394 | 4 475 | 4 637 | 4 707 | 4 886 | 5 156 | 5 223 | 5 178 |
| Mauricie | 1 624 | 1 759 | 1 924 | 2 005 | 2 179 | 2 211 | 2 282 | 2 323 | 2 454 | 2 437 |
| Estrie | 2 120 | 2 350 | 2 519 | 2 706 | 2 706 | 2 697 | 2 722 | 2 933 | 2 938 | 3 041 |
| Montréal | 12 831 | 14 136 | 14 573 | 14 956 | 15 440 | 15 124 | 14 920 | 14 810 | 14 364 | 14 376 |
| Outaouais | 2 069 | 2 388 | 2 473 | 2 572 | 2 745 | 2 958 | 2 977 | 3 168 | 3 247 | 3 213 |
| Abitibi-Témiscamingue | 1 126 | 1 221 | 1 276 | 1 428 | 1 408 | 1 461 | 1 499 | 1 548 | 1 636 | 1 616 |
| Côte-Nord | 697 | 819 | 770 | 873 | 936 | 886 | 948 | 1 029 | 1 003 | 991 |
| Nord-du-Québec | 571 | 636 | 597 | 631 | 679 | 662 | 643 | 676 | 644 | 605 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 530 | 631 | 654 | 707 | 751 | 794 | 785 | 896 | 902 | 935 |
| Chaudière-Appalaches | 2 769 | 3 161 | 3 212 | 3 435 | 3 555 | 3 624 | 3 750 | 3 973 | 4 134 | 4 277 |
| Laval | 2 019 | 2 291 | 2 477 | 2 607 | 2 768 | 2 986 | 3 020 | 3 082 | 3 122 | 3 097 |
| Lanaudière | 2 577 | 3 061 | 3 228 | 3 752 | 3 719 | 4 181 | 4 184 | 4 518 | 4 525 | 4 628 |
| Laurentides | 3 086 | 3 490 | 3 933 | 4 200 | 4 364 | 4 529 | 4 746 | 4 933 | 5 070 | 5 090 |
| Montérégie | 7 994 | 9 314 | 9 908 | 10 687 | 11 112 | 11 572 | 11 976 | 12 512 | 12 946 | 12 962 |
| Centre-du-Québec | 1 711 | 2 002 | 2 023 | 2 039 | 2 201 | 2 142 | 2 251 | 2 329 | 2 470 | 2 459 |
| Autres | 65 | 89 | 86 | 81 | 79 | 82 | 66 | 57 | 70 | 39 |
| TOTAL | 48 852 | 55 095 | 57 850 | 61 195 | 63 362 | 64 876 | 66 030 | 68 635 | 69 628 | 69 941 |

| Région | Âge | | | | | | | | TOTAL |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| | 10 ans | 11 ans | 12 ans | 13 ans | 14 ans | 15 ans | 16 ans | 17 ans | |
| Bas-St-Laurent | 2 130 | 2 045 | 2 016 | 2 056 | 2 055 | 2 104 | 1 999 | 2 127 | 33 843 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 2 732 | 2 583 | 2 605 | 2 632 | 2 679 | 2 816 | 2 697 | 2 880 | 46 316 |
| Québec | 4 795 | 4 586 | 4 421 | 4 442 | 4 504 | 4 471 | 4 366 | 4 595 | 82 774 |
| Mauricie | 2 244 | 2 185 | 2 165 | 2 238 | 2 276 | 2 303 | 2 304 | 2 342 | 39 255 |
| Estrie | 2 783 | 2 701 | 2 650 | 2 783 | 2 659 | 2 654 | 2 660 | 2 668 | 48 290 |
| Montréal | 13 687 | 12 768 | 12 503 | 12 193 | 12 334 | 12 213 | 12 050 | 12 384 | 245 662 |
| Outaouais | 3 127 | 2 888 | 2 743 | 2 739 | 2 720 | 2 543 | 2 493 | 2 444 | 49 507 |
| Abitibi-Témiscamingue | 1 572 | 1 516 | 1 434 | 1 412 | 1 571 | 1 477 | 1 474 | 1 491 | 26 166 |
| Côte-Nord | 943 | 884 | 875 | 861 | 860 | 889 | 801 | 867 | 15 932 |
| Nord-du-Québec | 566 | 576 | 532 | 488 | 496 | 469 | 469 | 466 | 10 406 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 887 | 845 | 852 | 824 | 871 | 870 | 869 | 901 | 14 504 |
| Chaudière-Appalaches | 3 929 | 3 884 | 3 805 | 3 870 | 3 931 | 4 038 | 3 848 | 3 773 | 66 968 |
| Laval | 2 943 | 2 731 | 2 530 | 2 621 | 2 541 | 2 544 | 2 366 | 2 497 | 48 242 |
| Lanaudière | 4 406 | 4 006 | 3 696 | 3 691 | 3 666 | 3 574 | 3 381 | 3 385 | 68 178 |
| Laurentides | 4 902 | 4 403 | 4 183 | 4 167 | 4 008 | 3 942 | 3 759 | 3 754 | 76 559 |
| Montérégie | 12 054 | 11 222 | 10 674 | 10 726 | 10 454 | 10 489 | 10 191 | 10 437 | 197 230 |
| Centre-du-Québec | 2 354 | 2 248 | 2 214 | 2 180 | 2 264 | 2 380 | 2 260 | 2 360 | 39 887 |
| Autres | 53 | 37 | 42 | 38 | 40 | 43 | 31 | 31 | 1 029 |
| TOTAL | 66 107 | 62 108 | 59 940 | 59 961 | 59 929 | 59 819 | 58 018 | 59 402 | 1 110 748 |

TABLEAU 9**RÉPARTITION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES SELON LE NOMBRE
D'ENFANTS ET LA RÉGION - 31 DÉCEMBRE 1999**

| Région | Nombre d'enfants | | | | TOTAL |
|---------------------------------|-------------------------|----------------|---------------|------------------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 ou plus | |
| Bas-St-Laurent | 8 631 | 7 088 | 2 658 | 722 | 19 099 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 11 767 | 9 426 | 3 962 | 903 | 26 058 |
| Québec | 24 223 | 17 442 | 5 872 | 1 414 | 48 951 |
| Mauricie | 10 846 | 8 442 | 2 719 | 775 | 22 782 |
| Estrie | 10 889 | 9 540 | 4 021 | 1 450 | 25 900 |
| Montréal | 68 438 | 46 930 | 17 946 | 6 583 | 139 897 |
| Outaouais | 13 224 | 10 157 | 3 714 | 1 113 | 28 208 |
| Abitibi-Témiscamingue | 6 056 | 5 192 | 2 227 | 697 | 14 172 |
| Côte-Nord | 4 465 | 3 063 | 1 203 | 401 | 9 132 |
| Nord-du-Québec | 1 616 | 1 324 | 878 | 777 | 4 595 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 4 545 | 3 092 | 911 | 243 | 8 791 |
| Chaudière-Appalaches | 14 936 | 13 658 | 5 670 | 1 786 | 36 050 |
| Laval | 11 679 | 10 013 | 3 951 | 1 100 | 26 743 |
| Lanaudière | 15 426 | 14 494 | 5 530 | 1 655 | 37 105 |
| Laurentides | 18 125 | 16 438 | 6 077 | 1 678 | 42 318 |
| Montérégie | 46 794 | 40 382 | 16 725 | 4 576 | 108 477 |
| Centre-du-Québec | 9 096 | 8 074 | 3 319 | 1 111 | 21 600 |
| Autres | 204 | 188 | 91 | 38 | 521 |
| TOTAL | 280 960 | 224 943 | 87 474 | 27 022 | 620 399 |

TABLEAU 10

**SOMMES VERSÉES SELON LE STATUT FAMILIAL
ET LE NOMBRE D'ENFANTS DANS LA FAMILLE - 1999**
(en milliers de dollars)

| Statut familial | Nombre de familles | Sommes versées | Prestations annuelles moyennes par famille ⁽¹⁾ |
|-----------------------------------|--------------------|------------------|---|
| Biparental | | | |
| 1 enfant | 149 205 | 58 663,8 | 393,2 |
| 2 enfants | 159 019 | 116 877,5 | 735,0 |
| 3 enfants | 69 953 | 111 280,4 | 1 590,8 |
| 4 enfants ou plus | 22 522 | 71 969,5 | 3 195,5 |
| Total | 400 699 | 358 791,2 | 895,4 |
| Monoparental | | | |
| 1 enfant | 131 755 | 186 049,4 | 1 412,1 |
| 2 enfants | 65 924 | 138 731,1 | 2 104,4 |
| 3 enfants | 17 521 | 57 191,2 | 3 264,2 |
| 4 enfants ou plus | 4 500 | 21 380,7 | 4 751,3 |
| Total | 219 700 | 403 352,4 | 1 835,9 |
| Biparental et monoparental | | | |
| 1 enfant | 280 960 | 244 713,2 | 871,0 |
| 2 enfants | 224 943 | 255 608,6 | 1 136,3 |
| 3 enfants | 87 474 | 168 471,6 | 1 926,0 |
| 4 enfants ou plus | 27 022 | 93 350,2 | 3 454,6 |
| Total | 620 399 | 762 143,6 | 1 228,5 |

1. Les prestations annuelles moyennes sont calculées sur la période débutant en janvier 1999 et se terminant en décembre 1999. À noter que de nouveaux montants d'allocation sont entrés en vigueur en août 1999.

Alors qu'au Québec, la proportion de familles monoparentales est de 24 %, elles représentent plus du tiers (35 %) des familles bénéficiaires de l'allocation familiale. De plus, ces familles reçoivent plus de la moitié (53 %) des sommes versées en allocation familiale. La prestation moyenne des familles monoparentales est environ deux fois plus élevée que celle des familles biparentales. Ceci s'explique principalement par l'allocation supplémentaire de 1 300 \$ versée aux familles monoparentales et par le fait que les familles monoparentales ont généralement un revenu inférieur à celui des familles biparentales.

TABLEAU 11 RÉPARTITION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES ET SOMMES VERSÉES (en milliers de dollars), SELON LE STATUT FAMILIAL ET LA TRANCHE DE REVENU - 1999

| Revenu familial | Statut familial | | | | | |
|-------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|----------------------------|------------------|
| | Biparental | | Monoparental | | Biparental et monoparental | |
| | Nombre de familles | Sommes versées | Nombre de familles | Sommes versées | Nombre de familles | Sommes versées |
| Moins de 15 000\$ | 53 309 | 103 366,5 | 122 532 | 335 524,9 | 175 841 | 438 891,4 |
| 15 000\$-19 999\$ | 25 953 | 47 630,8 | 22 402 | 42 998,9 | 48 355 | 90 629,8 |
| 20 000\$-24 999\$ | 32 830 | 50 198,7 | 19 211 | 8 923,4 | 52 041 | 59 122,1 |
| 25 000\$-29 999\$ | 40 256 | 26 407,6 | 17 802 | 5 408,0 | 58 058 | 31 815,6 |
| 30 000\$-34 999\$ | 45 689 | 25 794,3 | 13 113 | 3 648,0 | 58 802 | 29 442,3 |
| 35 000\$-39 999\$ | 47 883 | 24 930,7 | 10 002 | 2 623,0 | 57 885 | 27 553,7 |
| 40 000\$-44 999\$ | 48 020 | 23 318,2 | 7 018 | 2 021,1 | 55 038 | 25 339,3 |
| 45 000\$-49 999\$ | 46 497 | 21 337,9 | 4 759 | 1 330,3 | 51 256 | 22 668,2 |
| 50 000\$-54 999\$ | 35 597 | 14 476,1 | 2 384 | 511,1 | 37 981 | 14 987,1 |
| 55 000\$-59 999\$ | 9 665 | 7 877,2 | 284 | 196,4 | 9 949 | 8 073,6 |
| 60 000\$ ou plus | 15 000 | 13 453,2 | 193 | 167,3 | 15 193 | 13 620,5 |
| TOTAL | 400 699 | 358 791,2 | 219 700 | 403 352,4 | 620 399 | 762 143,6 |

Près de 30 % des familles bénéficiaires ont un revenu inférieur à 15 000 \$. Ces familles ont toutefois reçu 58 % des sommes versées en allocation familiale en 1999. La plupart de ces familles (70 %) sont monoparentales. De plus, près de 80 % des sommes versées sont destinées aux familles dont le revenu est inférieur à 25 000 \$.

TABLEAU 12 SOMMES VERSÉES SELON LA RÉGION ET LE STATUT FAMILIAL - 1999 (en milliers de dollars)

| Région | Statut familial | | | | | | |
|---------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| | Biparental | | Monoparental | | Biparental et monoparental | | Taux d'adhésion au dépôt direct (%) |
| | Nombre de familles | Sommes versées ⁽¹⁾ | Nombre de familles | Sommes versées ⁽¹⁾ | Nombre de familles | Sommes versées ⁽¹⁾ | |
| Bas-St-Laurent | 14 275 | 11 810,9 | 4 824 | 8 780,5 | 19 099 | 20 591,4 | 85,7 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 18 579 | 14 822,9 | 7 479 | 13 679,1 | 26 058 | 28 502,0 | 84,3 |
| Québec | 31 469 | 22 864,9 | 17 482 | 28 410,2 | 48 951 | 51 275,1 | 79,5 |
| Mauricie | 14 768 | 12 392,0 | 8 014 | 15 498,2 | 22 782 | 27 890,2 | 84,7 |
| Estrie | 17 689 | 16 121,0 | 8 211 | 14 795,3 | 25 900 | 30 916,3 | 83,4 |
| Montréal | 80 716 | 86 617,7 | 59 181 | 119 133,4 | 139 897 | 205 751,1 | 75,3 |
| Outaouais | 16 488 | 15 185,3 | 11 720 | 20 186,1 | 28 208 | 35 371,4 | 75,8 |
| Abitibi-Témiscamingue | 9 573 | 8 376,5 | 4 599 | 8 863,3 | 14 172 | 17 239,8 | 83,2 |
| Côte-Nord | 5 362 | 4 920,7 | 3 770 | 8 132,4 | 9 132 | 13 053,1 | 80,5 |
| Nord-du-Québec | 3 073 | 5 590,6 | 1 522 | 3 566,6 | 4 595 | 9 157,2 | 60,6 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 5 971 | 4 887,2 | 2 820 | 6 222,3 | 8 791 | 11 109,6 | 95,0 |
| Chaudière-Appalaches | 27 283 | 22 004,1 | 8 767 | 14 630,9 | 36 050 | 36 635,0 | 83,5 |
| Laval | 17 251 | 14 982,8 | 9 492 | 15 348,3 | 26 743 | 30 331,1 | 77,0 |
| Lanaudière | 25 111 | 21 525,3 | 11 994 | 21 744,6 | 37 105 | 43 269,9 | 83,1 |
| Laurentides | 27 501 | 23 660,7 | 14 817 | 26 221,3 | 42 318 | 49 882,0 | 80,2 |
| Montérégie | 69 844 | 59 263,6 | 38 633 | 66 607,3 | 108 477 | 125 871,0 | 80,2 |
| Centre-du-Québec | 15 423 | 13 381,0 | 6 177 | 11 229,8 | 21 600 | 24 610,8 | 84,9 |
| Autres | 323 | 384,0 | 198 | 302,6 | 521 | 686,6 | 38,2 |
| TOTAL | 400 699 | 358 791,2 | 219 700 | 403 352,4 | 620 399 | 762 143,6 | 80,0 |

1. La répartition des sommes versées selon le statut familial et la région est une estimation.

L'ALLOCATION POUR ENFANT HANDICAPÉ

CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'ALLOCATION

L'allocation pour enfant handicapé est destinée aux familles admissibles à recevoir de l'allocation familiale dont un enfant est atteint d'une déficience visuelle, auditive, motrice ou mentale ou d'une maladie chronique importante et permanente³. Instaurée en 1980, elle a pour but d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exigent de tels handicaps.

L'équipe médicale de la Régie évalue le rapport que les parents ont fourni au sujet de leur enfant, afin de déterminer si la déficience invoquée satisfait aux conditions d'attribution. Si c'est le cas, une somme additionnelle de 119,22 \$ par mois (en 1999) vient s'ajouter à l'allocation familiale. Le paiement peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à onze mois précédant la demande d'allocation. Le paiement de l'allocation se termine lorsque l'enfant ne satisfait plus aux conditions d'attribution de l'allocation pour enfant handicapé ou de l'allocation familiale.

³ Depuis février 2000, l'allocation pour enfant handicapé est accordée pour un enfant dont la déficience entraîne des limitations de ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

TABLEAU 13

**NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES ET D'ENFANTS HANDICAPÉS,
ET SOMMES VERSÉES (en milliers de dollars), DE 1980 À 1999**

| Année | Nombre de familles bénéficiaires | Nombre d'enfants handicapés ⁽¹⁾ | | | Sommes versées |
|---------------------|-------------------------------------|--|--------|----------------------|----------------|
| | | Garçons | Filles | Garçons et filles | |
| 1980 | 4 817 ⁽²⁾ | 2 791 | 2 175 | 4 966 | 3 879,3 |
| 1981 | 5 723 | 3 323 | 2 587 | 5 910 | 5 621,6 |
| 1982 | 9 302 | 5 452 | 4 173 | 9 625 | 8 082,5 |
| 1983 | 10 655 | 6 250 | 4 775 | 11 025 | 10 841,4 |
| 1984 | 12 097 | 7 097 | 5 419 | 12 516 | 13 009,9 |
| 1985 | 13 724 | 8 113 | 6 095 | 14 208 | 14 537,9 |
| 1986 | 14 974 | 8 937 | 6 611 | 15 548 | 17 079,6 |
| 1987 | 16 284 | 9 722 | 7 202 | 16 924 | 19 057,1 |
| 1988 | 20 168 | 12 173 | 8 891 | 21 064 | 21 646,4 |
| 1989 | 22 426 | 13 688 | 9 828 | 23 516 | 27 068,2 |
| 1990 | 25 619 | 15 886 | 11 171 | 27 057 | 33 294,7 |
| 1991 | 28 954 | 18 220 | 12 577 | 30 797 | 38 614,1 |
| 1992 | 31 329 | 19 962 | 13 527 | 33 489 | 46 269,0 |
| 1993 | 30 968 | 19 611 | 13 406 | 33 017 | 49 625,5 |
| 1994 | 27 568 | 17 217 | 11 777 | 28 994 | 45 099,6 |
| 1995 | 24 822 | 15 276 | 10 720 | 25 996 | 38 509,8 |
| 1996 | 23 478 | 14 445 | 10 092 | 24 537 | 36 321,1 |
| 1997 | 22 930 | 14 157 | 9 801 | 23 958 | 35 001,6 |
| 1998 | 22 888 | 14 248 | 9 739 | 23 987 | 34 272,2 |
| 1999 ⁽³⁾ | 23 077 | 14 023 | 10 154 | 24 177 | 35 248,5 |

1. La répartition par sexe pour les années 1980 et 1989 à 1999 est une estimation.

2. Estimation.

3. Données projetées.

TABLEAU 14

**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LE SEXE
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE, DE 1980 À 1999**

| Sexe ⁽¹⁾ et année | Nature de la déficience | | | | | TOTAL |
|------------------------------|-------------------------|---------|---------|----------|-------------------|--------|
| | Auditive | Mentale | Motrice | Visuelle | Maladie chronique | |
| Garçons | | | | | | |
| 1980 | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | s.o. | 2 791 |
| 1981 | 403 | 1 458 | 1 241 | 221 | s.o. | 3 323 |
| 1982 | 623 | 1 748 | 1 528 | 284 | 1 269 | 5 452 |
| 1983 | 677 | 1 926 | 1 625 | 311 | 1 711 | 6 250 |
| 1984 | 709 | 2 128 | 1 757 | 335 | 2 168 | 7 097 |
| 1985 | 740 | 2 194 | 1 899 | 354 | 2 926 | 8 113 |
| 1986 | 781 | 2 297 | 2 036 | 362 | 3 461 | 8 937 |
| 1987 | 808 | 2 424 | 2 189 | 383 | 3 918 | 9 722 |
| 1988 | 897 | 2 793 | 2 431 | 461 | 5 591 | 12 173 |
| 1989 | 895 | 2 897 | 2 530 | 454 | 6 912 | 13 688 |
| 1990 | 911 | 2 983 | 2 591 | 469 | 8 932 | 15 886 |
| 1991 | 930 | 3 120 | 2 578 | 484 | 11 108 | 18 220 |
| 1992 | 920 | 3 496 | 2 678 | 494 | 12 374 | 19 962 |
| 1993 | 904 | 3 553 | 2 637 | 487 | 12 030 | 19 611 |
| 1994 | 889 | 4 231 | 2 515 | 495 | 9 087 | 17 217 |
| 1995 | 854 | 4 572 | 2 371 | 474 | 7 005 | 15 276 |
| 1996 | 837 | 4 781 | 2 233 | 458 | 6 136 | 14 445 |
| 1997 | 809 | 5 173 | 2 181 | 437 | 5 557 | 14 157 |
| 1998 | 785 | 5 677 | 2 121 | 438 | 5 227 | 14 248 |
| 1999 ⁽²⁾ | 771 | 6 360 | 2 078 | 432 | 5 069 | 14 710 |
| Filles | | | | | | |
| 1980 | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | s.o. | 2 175 |
| 1981 | 325 | 1 128 | 979 | 155 | s.o. | 2 587 |
| 1982 | 515 | 1 274 | 1 177 | 195 | 1 012 | 4 173 |
| 1983 | 556 | 1 364 | 1 243 | 212 | 1 400 | 4 775 |
| 1984 | 600 | 1 450 | 1 373 | 229 | 1 767 | 5 419 |
| 1985 | 630 | 1 474 | 1 483 | 250 | 2 258 | 6 095 |
| 1986 | 660 | 1 497 | 1 586 | 257 | 2 611 | 6 611 |
| 1987 | 695 | 1 551 | 1 730 | 268 | 2 958 | 7 202 |
| 1988 | 826 | 1 724 | 1 952 | 315 | 4 074 | 8 891 |
| 1989 | 844 | 1 772 | 1 996 | 314 | 4 902 | 9 828 |
| 1990 | 853 | 1 794 | 2 020 | 314 | 6 190 | 11 171 |
| 1991 | 876 | 1 812 | 2 044 | 318 | 7 527 | 12 577 |
| 1992 | 858 | 1 882 | 2 200 | 304 | 8 283 | 13 527 |
| 1993 | 827 | 1 932 | 2 194 | 300 | 8 153 | 13 406 |
| 1994 | 836 | 2 150 | 2 153 | 299 | 6 339 | 11 777 |
| 1995 | 816 | 2 364 | 2 086 | 292 | 5 162 | 10 720 |
| 1996 | 782 | 2 422 | 1 996 | 301 | 4 591 | 10 092 |
| 1997 | 769 | 2 540 | 1 909 | 293 | 4 290 | 9 801 |
| 1998 | 753 | 2 720 | 1 845 | 291 | 4 130 | 9 739 |
| 1999 ⁽²⁾ | 732 | 2 831 | 1 758 | 282 | 3 864 | 9 467 |

1. La répartition par sexe pour les années 1980 et 1989 à 1999 est une estimation.

2. Données projetées.

TABLEAU 14 (suite)**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LE SEXE
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE, DE 1980 À 1999**

| Sexe ⁽¹⁾ et année | Nature de la déficience | | | | | TOTAL |
|------------------------------|-------------------------|---------|---------|----------|-------------------|---------------|
| | Auditive | Mentale | Motrice | Visuelle | Maladie chronique | |
| Garçons et filles | | | | | | |
| 1980 | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | s.o. | 4 966 |
| 1981 | 728 | 2 586 | 2 220 | 376 | s.o. | 5 910 |
| 1982 | 1 138 | 3 022 | 2 705 | 479 | 2 281 | 9 625 |
| 1983 | 1 233 | 3 290 | 2 868 | 523 | 3 111 | 11 025 |
| 1984 | 1 309 | 3 578 | 3 130 | 564 | 3 935 | 12 516 |
| 1985 | 1 370 | 3 668 | 3 382 | 604 | 5 184 | 14 208 |
| 1986 | 1 441 | 3 794 | 3 622 | 619 | 6 072 | 15 548 |
| 1987 | 1 503 | 3 975 | 3 919 | 651 | 6 876 | 16 924 |
| 1988 | 1 723 | 4 517 | 4 383 | 776 | 9 665 | 21 064 |
| 1989 | 1 739 | 4 669 | 4 526 | 768 | 11 814 | 23 516 |
| 1990 | 1 764 | 4 777 | 4 611 | 783 | 15 122 | 27 057 |
| 1991 | 1 806 | 4 932 | 4 622 | 802 | 18 635 | 30 797 |
| 1992 | 1 778 | 5 378 | 4 878 | 798 | 20 657 | 33 489 |
| 1993 | 1 731 | 5 485 | 4 831 | 787 | 20 183 | 33 017 |
| 1994 | 1 725 | 6 381 | 4 668 | 794 | 15 426 | 28 994 |
| 1995 | 1 670 | 6 936 | 4 457 | 766 | 12 167 | 25 996 |
| 1996 | 1 619 | 7 203 | 4 229 | 759 | 10 727 | 24 537 |
| 1997 | 1 578 | 7 713 | 4 090 | 730 | 9 847 | 23 958 |
| 1998 | 1 538 | 8 397 | 3 966 | 729 | 9 357 | 23 987 |
| 1999 ⁽²⁾ | 1 503 | 9 191 | 3 836 | 714 | 8 933 | 24 177 |

1. La répartition par sexe pour les années 1980 et 1989 à 1999 est une estimation.

2. Données projetées.

Une légère augmentation du nombre d'enfants donnant droit à l'allocation pour enfant handicapé est prévue pour 1999. Cette augmentation devrait en fait s'observer principalement dans les cas de déficiences mentales, selon la tendance des dernières années. Ce fait est attribuable à un élargissement des critères permettant de déclarer handicapé un enfant atteint d'une telle déficience.

TABLEAU 15**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON L'ÂGE
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE – 31 DÉCEMBRE 1999**

| Âge | Nature de la déficience | | | | | TOTAL |
|----------------------------|-------------------------|--------------|--------------|------------|-------------------|---------------|
| | Auditive | Mentale | Motrice | Visuelle | Maladie chronique | |
| Moins de 1 an | 3 | 2 | 24 | 8 | 150 | 187 |
| 1 an | 22 | 21 | 104 | 24 | 325 | 496 |
| 2 ans | 31 | 67 | 179 | 26 | 355 | 658 |
| 3 ans | 50 | 207 | 183 | 31 | 379 | 850 |
| 4 ans | 59 | 428 | 194 | 18 | 450 | 1 149 |
| 5 ans | 93 | 606 | 199 | 38 | 462 | 1 398 |
| 6 ans | 77 | 702 | 186 | 29 | 467 | 1 461 |
| 7 ans | 87 | 710 | 177 | 44 | 548 | 1 566 |
| 8 ans | 93 | 647 | 200 | 32 | 501 | 1 473 |
| 9 ans | 86 | 699 | 189 | 45 | 522 | 1 541 |
| 10 ans | 99 | 568 | 203 | 41 | 497 | 1 408 |
| 11 ans | 91 | 528 | 216 | 48 | 467 | 1 350 |
| 12 ans | 97 | 506 | 206 | 58 | 486 | 1 353 |
| 13 ans | 103 | 477 | 237 | 44 | 556 | 1 417 |
| 14 ans | 112 | 478 | 262 | 29 | 586 | 1 467 |
| 15 ans | 103 | 454 | 279 | 53 | 638 | 1 527 |
| 16 ans | 104 | 413 | 296 | 48 | 590 | 1 451 |
| 17 ans | 109 | 425 | 288 | 52 | 625 | 1 499 |
| TOTAL⁽¹⁾ | 1 419 | 7 938 | 3 622 | 668 | 8 604 | 22 251 |

1. Données réelles au 31 décembre 1999.

TABLEAU 16**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON L'ÂGE
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE – DONNÉES RÉVISÉES DU 31 DÉCEMBRE 1998**

| Âge | Nature de la déficience | | | | | TOTAL |
|---------------|-------------------------|--------------|--------------|------------|-------------------|---------------|
| | Auditive | Mentale | Motrice | Visuelle | Maladie chronique | |
| Moins de 1 an | 13 | 13 | 81 | 23 | 306 | 436 |
| 1 an | 25 | 43 | 173 | 28 | 362 | 631 |
| 2 ans | 43 | 157 | 185 | 31 | 423 | 839 |
| 3 ans | 53 | 382 | 196 | 19 | 483 | 1 133 |
| 4 ans | 93 | 583 | 204 | 40 | 486 | 1 406 |
| 5 ans | 76 | 709 | 194 | 29 | 495 | 1 503 |
| 6 ans | 86 | 735 | 179 | 44 | 567 | 1 611 |
| 7 ans | 95 | 677 | 204 | 32 | 513 | 1 521 |
| 8 ans | 90 | 713 | 196 | 44 | 531 | 1 574 |
| 9 ans | 100 | 591 | 209 | 42 | 502 | 1 444 |
| 10 ans | 93 | 542 | 218 | 50 | 476 | 1 379 |
| 11 ans | 97 | 514 | 209 | 58 | 485 | 1 363 |
| 12 ans | 106 | 493 | 244 | 45 | 559 | 1 447 |
| 13 ans | 112 | 488 | 264 | 29 | 595 | 1 488 |
| 14 ans | 104 | 465 | 280 | 53 | 635 | 1 537 |
| 15 ans | 102 | 420 | 299 | 48 | 592 | 1 461 |
| 16 ans | 113 | 432 | 292 | 52 | 635 | 1 524 |
| 17 ans | 137 | 440 | 339 | 62 | 712 | 1 690 |
| TOTAL | 1 538 | 8 397 | 3 966 | 729 | 9 357 | 23 987 |

TABLEAU 17

RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LA NATURE DE LA DÉFICIENCE ET LA RÉGION – 31 DÉCEMBRE 1999

| Région | Nature de la déficience | | | | | TOTAL |
|---------------------------------|-------------------------|--------------|--------------|------------|-------------------|---------------|
| | Auditive | Mentale | Motrice | Visuelle | Maladie chronique | |
| Bas-St-Laurent | 24 | 192 | 103 | 18 | 277 | 614 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 62 | 256 | 223 | 31 | 487 | 1 059 |
| Québec | 114 | 533 | 359 | 40 | 728 | 1 774 |
| Mauricie | 42 | 253 | 118 | 23 | 308 | 744 |
| Estrie | 52 | 364 | 159 | 27 | 311 | 913 |
| Montréal | 322 | 1 907 | 653 | 143 | 1 717 | 4 742 |
| Outaouais | 56 | 337 | 199 | 28 | 335 | 955 |
| Abitibi-Témiscamingue | 38 | 167 | 84 | 19 | 226 | 534 |
| Côte-Nord | 19 | 85 | 62 | 14 | 162 | 342 |
| Nord-du-Québec | 13 | 40 | 35 | 6 | 40 | 134 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 28 | 92 | 59 | 15 | 146 | 340 |
| Chaudière-Appalaches | 71 | 452 | 217 | 27 | 536 | 1 303 |
| Laval | 71 | 419 | 149 | 35 | 370 | 1 044 |
| Lanaudière | 84 | 601 | 225 | 33 | 531 | 1 474 |
| Laurentides | 89 | 535 | 222 | 38 | 593 | 1 477 |
| Montérégie | 294 | 1 473 | 645 | 137 | 1 559 | 4 108 |
| Centre-du-Québec | 40 | 232 | 110 | 34 | 278 | 694 |
| TOTAL⁽¹⁾ | 1 419 | 7 938 | 3 622 | 668 | 8 604 | 22 251 |

1. Données réelles au 31 décembre 1999.

TABLEAU 18

RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LA NATURE DE LA DÉFICIENCE ET LA RÉGION - DONNÉES RÉVISÉES DU 31 DÉCEMBRE 1998

| Région | Nature de la déficience | | | | | TOTAL |
|---------------------------------|-------------------------|--------------|--------------|------------|-------------------|---------------|
| | Auditive | Mentale | Motrice | Visuelle | Maladie chronique | |
| Bas-St-Laurent | 25 | 201 | 118 | 19 | 304 | 667 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 69 | 276 | 247 | 35 | 548 | 1 175 |
| Québec | 123 | 564 | 368 | 42 | 762 | 1 859 |
| Mauricie | 41 | 272 | 128 | 24 | 327 | 792 |
| Estrie | 56 | 373 | 173 | 28 | 348 | 978 |
| Montréal | 354 | 1 978 | 689 | 151 | 1 844 | 5 016 |
| Outaouais | 59 | 358 | 212 | 34 | 358 | 1 021 |
| Abitibi-Témiscamingue | 44 | 185 | 97 | 20 | 243 | 589 |
| Côte-Nord | 22 | 91 | 70 | 16 | 175 | 374 |
| Nord-du-Québec | 14 | 37 | 40 | 7 | 44 | 142 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 31 | 119 | 75 | 17 | 171 | 413 |
| Chaudière-Appalaches | 77 | 485 | 246 | 31 | 584 | 1 423 |
| Laval | 78 | 434 | 164 | 35 | 407 | 1 118 |
| Lanaudière | 89 | 632 | 251 | 38 | 589 | 1 599 |
| Laurentides | 93 | 565 | 252 | 41 | 637 | 1 588 |
| Montérégie | 313 | 1 547 | 706 | 151 | 1 693 | 4 410 |
| Centre-du-Québec | 42 | 248 | 124 | 37 | 304 | 755 |
| Autres | 8 | 32 | 6 | 3 | 19 | 68 |
| TOTAL | 1 538 | 8 397 | 3 966 | 729 | 9 357 | 23 987 |

TABLEAU 19**RÉPARTITION DES FAMILLES AYANT AU MOINS UN ENFANT HANDICAPÉ, SELON LA RÉGION ET LE NOMBRE D'ENFANTS HANDICAPÉS – 31 DÉCEMBRE 1999**

| Région | Nombre d'enfants handicapés | | | TOTAL |
|---------------------------------|-----------------------------|------------|-----------|---------------|
| | 1 | 2 | 3 ou plus | |
| Bas-St-Laurent | 580 | 17 | . | 597 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 981 | 36 | 2 | 1 019 |
| Québec | 1 629 | 66 | 4 | 1 699 |
| Mauricie | 682 | 26 | 3 | 711 |
| Estrie | 834 | 35 | 3 | 872 |
| Montréal | 4 308 | 189 | 18 | 4 515 |
| Outaouais | 891 | 29 | 2 | 922 |
| Abitibi-Témiscamingue | 472 | 29 | 1 | 502 |
| Côte-Nord | 324 | 9 | . | 333 |
| Nord-du-Québec | 124 | 2 | 2 | 128 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 324 | 8 | . | 332 |
| Chaudière-Appalaches | 1 162 | 52 | 6 | 1 220 |
| Laval | 938 | 45 | 5 | 988 |
| Lanaudière | 1 324 | 66 | 6 | 1 396 |
| Laurentides | 1 338 | 65 | 3 | 1 406 |
| Montérégie | 3 771 | 152 | 11 | 3 934 |
| Centre-du-Québec | 640 | 21 | 3 | 664 |
| TOTAL⁽¹⁾ | 20 322 | 847 | 69 | 21 238 |

1. Données réelles au 31 décembre 1999.

TABLEAU 20**RÉPARTITION DES FAMILLES AYANT AU MOINS UN ENFANT HANDICAPÉ, SELON LA RÉGION ET LE NOMBRE D'ENFANTS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS DANS LA FAMILLE – 31 DÉCEMBRE 1999**

| Région | Nombre d'enfants de moins de dix-huit ans | | | | TOTAL |
|---------------------------------|---|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 ou plus | |
| Bas-St-Laurent | 203 | 257 | 107 | 30 | 597 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 338 | 435 | 193 | 53 | 1 019 |
| Québec | 582 | 737 | 302 | 78 | 1 699 |
| Mauricie | 239 | 302 | 125 | 45 | 711 |
| Estrie | 233 | 365 | 194 | 80 | 872 |
| Montréal | 1 508 | 1 732 | 870 | 405 | 4 515 |
| Outaouais | 282 | 435 | 152 | 53 | 922 |
| Abitibi-Témiscamingue | 141 | 211 | 113 | 37 | 502 |
| Côte-Nord | 129 | 141 | 43 | 20 | 333 |
| Nord-du-Québec | 19 | 50 | 34 | 25 | 128 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 139 | 117 | 54 | 22 | 332 |
| Chaudière-Appalaches | 331 | 529 | 250 | 110 | 1 220 |
| Laval | 307 | 418 | 200 | 63 | 988 |
| Lanaudière | 392 | 590 | 288 | 126 | 1 396 |
| Laurentides | 393 | 621 | 291 | 101 | 1 406 |
| Montérégie | 1 117 | 1 746 | 779 | 292 | 3 934 |
| Centre-du-Québec | 180 | 288 | 141 | 55 | 664 |
| TOTAL⁽¹⁾ | 6 533 | 8 974 | 4 136 | 1 595 | 21 238 |

1. Données réelles au 31 décembre 1999.

TABLEAU 21 **SOMMES VERSÉES POUR L'ALLOCATION POUR ENFANT HANDICAPÉ, SELON LA RÉGION**
ET LE NOMBRE D'ENFANTS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS DANS LA FAMILLE⁽¹⁾ – 1999
(en milliers de dollars)

| Région | Nombre d'enfants de moins de dix-huit ans | | | | TOTAL |
|---------------------------------|---|-----------------|----------------|----------------|-----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 ou plus | |
| Bas-St-Laurent | 309,0 | 432,7 | 175,8 | 52,1 | 969,6 |
| Saguenay – Lac-St-Jean | 528,5 | 716,1 | 328,2 | 97,0 | 1 669,8 |
| Québec | 903,1 | 1216,3 | 519,3 | 138,1 | 2 776,8 |
| Mauricie | 365,5 | 481,7 | 210,2 | 80,9 | 1 138,3 |
| Estrie | 370,1 | 608,8 | 344,0 | 138,1 | 1 461,1 |
| Montréal | 2410,1 | 2931,8 | 1489,4 | 772,0 | 7 603,3 |
| Outaouais | 430,3 | 728,1 | 271,2 | 93,6 | 1 523,2 |
| Abitibi-Témiscamingue | 240,4 | 332,2 | 204,2 | 83,0 | 859,8 |
| Côte-Nord | 202,2 | 225,2 | 77,9 | 34,2 | 539,5 |
| Nord-du-Québec | 29,9 | 75,4 | 54,8 | 38,3 | 198,4 |
| Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 223,6 | 188,8 | 94,9 | 36,8 | 544,0 |
| Chaudière-Appalaches | 529,7 | 895,9 | 435,3 | 226,1 | 2 087,0 |
| Laval | 467,0 | 691,0 | 357,0 | 118,4 | 1 633,5 |
| Lanaudière | 600,3 | 978,7 | 514,5 | 211,8 | 2 305,2 |
| Laurentides | 617,4 | 1036,2 | 495,7 | 193,4 | 2 342,7 |
| Montérégie | 1736,5 | 2872,7 | 1348,0 | 524,2 | 6 481,4 |
| Centre-du-Québec | 280,1 | 480,3 | 221,5 | 126,5 | 1 108,2 |
| Autres | 2,6 | 1,9 | 1,3 | 1,0 | 6,7 |
| TOTAL⁽²⁾ | 10 246,2 | 14 893,8 | 7 143,2 | 2 965,3 | 35 248,5 |

1. La répartition selon la région et le nombre d'enfants est une estimation.

2. L'addition des nombres ne correspond pas toujours au total à cause de leur arrondissement.

L'ALLOCATION À LA NAISSANCE

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'allocation à la naissance est instaurée en mai 1988 dans le but de fournir une aide supplémentaire aux familles qui donnent naissance à un enfant. Elle s'applique également aux familles qui adoptent des enfants en bas âge.

À la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale en 1997, l'allocation à la naissance est maintenue seulement pour les enfants nés avant le 1^{er} octobre 1997. Une telle allocation ne peut être versée pour les enfants nés après cette date.

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

L'allocation à la naissance, telle qu'elle existe en septembre 1997, varie selon le rang de l'enfant. Si celui-ci est de premier ou de deuxième rang, une somme de 500 \$ est payée le mois suivant sa naissance. L'enfant de deuxième rang donne, de plus, droit à un versement supplémentaire le mois suivant son premier anniversaire, s'il occupe toujours le deuxième rang dans le trimestre précédant son anniversaire.

Les enfants de troisième rang ou d'un rang suivant ont droit à un paiement de 400 \$ par trimestre à partir du mois qui suit leur naissance jusqu'au trimestre qui inclut leur cinquième anniversaire, pour un total de 8 000 \$.

L'abolition de l'allocation à la naissance fait en sorte qu'en 1999, seuls les enfants de troisième rang ou d'un rang suivant, âgés de moins de 5 ans et nés avant le 1^{er} octobre 1997 donnent droit à cette allocation.

TABLEAU 22

**NOMBRE DE FAMILLES ET D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES⁽¹⁾ DE L'ALLOCATION
À LA NAISSANCE ET SOMMES VERSÉES (en milliers de dollars) DE 1988 À 1999**

| Année | Nombre de familles | Nombre d'enfants ⁽²⁾ | | | Sommes versées |
|---------------------|--------------------|---------------------------------|--------|-------------------|----------------|
| | | Garçons | Filles | Garçons et filles | |
| 1988 ⁽³⁾ | 74 350 | 39 445 | 36 939 | 76 384 | 47 688,7 |
| 1989 | 136 329 | 73 309 | 68 164 | 141 473 | 100 454,8 |
| 1990 | 166 563 | 91 496 | 84 437 | 175 933 | 136 082,8 |
| 1991 | 181 045 | 99 634 | 94 531 | 194 165 | 162 946,8 |
| 1992 | 185 112 | 102 512 | 97 289 | 199 801 | 177 168,8 |
| 1993 | 185 172 | 103 077 | 97 489 | 200 566 | 182 326,1 |
| 1994 | 184 520 | 103 050 | 97 440 | 200 490 | 186 361,5 |
| 1995 | 182 534 | 101 670 | 97 101 | 198 771 | 184 107,4 |
| 1996 | 177 556 | 98 670 | 94 903 | 193 573 | 189 461,0 |
| 1997 ⁽⁴⁾ | 162 218 | 90 364 | 86 820 | 177 184 | 177 309,5 |
| 1998 | 89 545 | 50 283 | 48 456 | 98 739 | 119 618,3 |
| 1999 | 52 040 | 29 045 | 28 165 | 57 210 | 80 139,3 |

1. Un enfant est considéré comme bénéficiaire s'il a reçu au cours de l'année au moins un paiement à titre d'allocation à la naissance.

2. La répartition selon le sexe est une estimation.

3. Le programme a débuté en mai 1988.

4. Le programme a pris fin le 30 septembre 1997. Les enfants déjà inscrits conservent leurs droits.